

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 2 - 3 juin 2003

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 5 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.2/2003/5-B

15 avril 2003

ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— KENYA 10258.0

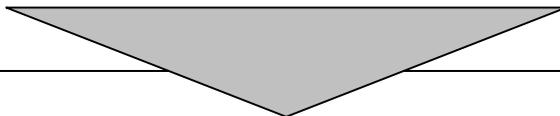
Aide alimentaire en faveur des réfugiés somalien et soudanais

Nombre de bénéficiaires	230 358
Durée du projet	Vingt-quatre mois (1er octobre 2003–30 septembre 2005)

	Coût (dollars)
Volume	115 333
Coût total pour le PAM	57 461 013
Coût total des produits alimentaires	28 439 625

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale (ODK): M. H. Arthur

Attachée de liaison principale, ODK: M. F. Nabulsi tél.: 066513-2385

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

La mission conjointe d'évaluation d'octobre 2002 a confirmé les conclusions des missions d'évaluation et des études antérieures effectuées par *Save the Children Fund* (SCF-Royaume-Uni), à savoir que la grande majorité des réfugiés sont entièrement dépendants de la ration du PAM pour se nourrir. Les réfugiés vivent dans des camps situés dans des régions isolées et arides; le Gouvernement kényan limite leurs mouvements hors des camps. Les possibilités d'activités génératrices de revenu sont rares. La mission conjointe d'évaluation de 2002 a cependant conclu qu'un ciblage limité serait envisageable au cours de la nouvelle phase de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR), en réalisant au préalable une enquête auprès des ménages.

Au total, les besoins de produits alimentaires pour cette IPSR s'élèvent à 115 333 tonnes pour la distribution générale, l'alimentation sélective et les activités vivres pour la création d'actifs (VCA) dans la communauté d'accueil, y compris une réserve d'urgence. Le PAM continuera d'encourager les femmes à prendre livraison des rations familiales lorsqu'il est possible et sûr pour elles de le faire. Il continuera d'évaluer la sécurité des femmes aux points de distribution dans le cadre de son suivi des opérations. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) devrait procéder chaque année à des opérations de revalidation afin de s'assurer de l'exactitude des effectifs de réfugiés enregistrés.

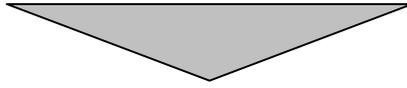
Le taux de scolarisation des filles est resté stable, à environ 30 pour cent; en 2002, 90 pour cent des filles étaient scolarisées à Kakuma. À Kakuma, de plus en plus de filles restent scolarisées grâce au programme d'alimentation scolaire du PAM. Les récipients vides de produits alimentaires contribuent à la construction de salles de classe et de latrines et à l'appui des activités génératrices de revenu destinées aux femmes.

Le PAM continuera de renforcer sa capacité de suivi, qui sera assuré conjointement avec ses partenaires opérationnels. Il assurera la coordination de la formation concernant les directives destinées au personnel de l'Organisation et des organisations non gouvernementales (ONG), ainsi qu'aux réfugiés.

Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver la présente IPSR, qui est conçue pour venir en aide à 230 358 réfugiés, dont 45 pour cent de femmes et 55 pour cent d'hommes, du 1er octobre 2003 au 30 septembre 2005. Le coût des produits alimentaires s'élève à 28 439 625 dollars E.-U., le coût total pour le PAM étant de 57 461 013 dollars. Deux tiers des réfugiés sont des Somaliens, le reste étant principalement composé de Soudanais. Le chiffre de planification tient compte de la population actuelle, des opérations de revalidation, des naissances, des nouvelles arrivées, des activités de réinstallation et de rapatriement.



Projet de décision*



Le Conseil d'administration approuve l'IPSR Kenya 10258.0—Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais (WFP/EB.2/2003/5-B).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. Le Kenya est un pays à déficit vivrier chronique régulièrement exposé à la sécheresse et à des inondations dévastatrices. Il est classé 134ème sur les 173 pays de l'indicateur du développement humain et 112ème sur les 146 pays de l'indicateur sexospécifique (Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], 2002). La population est estimée à 31 millions d'habitants¹. L'espérance de vie à la naissance y est de 51 ans; la mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 120 pour 1 000 naissances vivantes (PNUD, 2002), contre 118 pour 1 000 en 1999. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 76 pour cent pour les femmes et de 89 pour cent pour les hommes (PNUD, 2002). Le produit intérieur brut par habitant est de 280 dollars, soit un niveau inférieur à la moyenne pour l'Afrique subsaharienne et à la moyenne de 530 dollars pour les pays à faible revenu². Un peu plus de la moitié de la population du Kenya vit dans la pauvreté absolue, définie comme étant un revenu de 14 868 shillings kényans (191 dollars) par an en milieu rural et 31 776 shillings kényans (407 dollars) en milieu urbain³.
2. En 1991 et 1992, les troubles civils qui ont eu lieu dans les pays voisins ont entraîné un afflux de réfugiés au Kenya, qui a offert l'asile à 420 000 réfugiés, dont un bon nombre ont par la suite pu rentrer chez eux en Éthiopie et en Somalie. Cependant, les réfugiés n'ont cessé d'arriver en raison de la poursuite du conflit en Somalie et dans le sud du Soudan. Le PAM continue de fournir une aide alimentaire d'urgence aux populations victimes de la guerre au Soudan dans le cadre de l'Opération Survie Soudan, mais l'insécurité et les problèmes d'accès aux populations dans le besoin entravent l'exécution de cette opération et les réfugiés continuent de traverser la frontière pour entrer au Kenya. En dépit des pourparlers de paix entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement de libération du peuple soudanais, les réfugiés ne donnent aucun signe d'être sur le point de rentrer chez eux.
3. En Somalie, le conflit se poursuit, caractérisé par une violence frappant à l'aveuglette, et les réfugiés somaliens de Dadaab et Kakuma ne souhaitent donc guère rentrer chez eux. En 2002, des réfugiés continuaient d'arriver de Somalie et du sud du Soudan. Compte tenu du conflit dans ces deux pays, des destructions massives d'infrastructures et de l'interruption des services sociaux, le rapatriement n'est pas actuellement envisageable; il ne pourra l'être que pour quelques réfugiés.
4. Les districts de Turkana et Dadaab, qui accueillent les réfugiés, comptent parmi les plus pauvres du pays. Le Turkana est frontalier du sud du Soudan et accueille les camps de réfugiés de Kakuma. Sa population est estimée à 491 290 habitants, dont 26 000 vivent à proximité des camps; 59 pour cent d'entre eux n'ont pas accès à une eau potable salubre (contre une moyenne nationale de 46 pour cent), et 75 pour cent aux services de santé de base (contre une moyenne nationale de 51 pour cent). Presque 35 pour cent des enfants de

¹ D'après le recensement de 1999, la population comptait 28,7 millions d'habitants. Ce chiffre est passé à 31 millions en 2002 compte tenu d'un taux de croissance démographique de 4 pour cent pour 2000 et 2001.

² Rapport du PNUD sur le développement humain, 2002.

³ Enquête de suivi de la situation sociale, 1997.



moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale, contre 23 pour cent en moyenne dans le pays. L'espérance de vie moyenne est de 42 ans, contre 51 ans pour l'ensemble du pays.

5. Les camps de Dadaab se trouvent dans le district de Garissa, frontalier de la Somalie. Ce district compte 458 194 habitants, dont 17 687 vivent à proximité des camps; 21 pour cent n'ont pas accès à une eau potable salubre et 89 pour cent à des services de santé de base. Environ 41 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale, un chiffre bien supérieur à la moyenne nationale. L'espérance de vie moyenne y est de 53 ans, soit un niveau légèrement supérieur à la moyenne nationale. Le Garissa et le Turkana, qui ont ces dernières années été touchés par la sécheresse, ont été ciblés par l'opération d'urgence du PAM au Kenya qui a pris fin en septembre 2002.
6. Une mission conjointe d'évaluation PAM/HCR a été effectuée en octobre 2002 pour examiner les besoins alimentaires et nutritionnels et étudier les facteurs qui ont une incidence directe sur le bien-être des réfugiés. La mission a recommandé qu'une ration alimentaire complète soit distribuée dans un avenir immédiat. La plupart des réfugiés restent dépendants de l'aide extérieure et n'ont que des possibilités extrêmement rares de subvenir à leurs propres besoins. Les recommandations principales de la mission figurent à l'annexe II et sont incorporées tout au long du présent document.

L'aide antérieure du PAM

7. Le PAM vient en aide aux réfugiés au Kenya depuis 1991. Du début de l'opération à la fin de 2002, le PAM a fourni 525 153 tonnes de produits alimentaires de première nécessité, pour un coût de 291,5 millions de dollars. Le Conseil d'administration a approuvé la présente IPSR en faveur de 224 000 réfugiés en mai 2000 pour une durée de trois ans, à compter d'octobre 2000 et jusqu'en septembre 2003. Les quantités totales prévues pour le programme actuel sont de 165 079 tonnes, pour un coût total de 88,3 millions de dollars.

Analyse de la situation

8. Environ 219 204 réfugiés enregistrés vivent dans les camps de Kakuma et de Dadaab. On estime qu'ils sont 139 240, soit 64 pour cent, à Dadaab, les 79 964 restants étant à Kakuma. Deux tiers des réfugiés sont des Somaliens, le reste étant pour l'essentiel des Soudanais. D'autres nationalités sont représentées en petit nombre. À Kakuma, la population compte 12 pour cent d'adolescents (des garçons), et 40 pour cent de femmes et de filles. À Dadaab, la population est à 49 pour cent féminine.
9. Les nouveaux arrivants en provenance du sud du Soudan sont filtrés par le biais d'un centre de transit et d'accueil situé à Lokichogio. Le HCR signale qu'environ 500 demandeurs d'asile arrivent chaque mois; environ 300 sont enregistrés en tant que réfugiés et transportés à Kakuma. Cependant, tous les demandeurs d'asile ne passent pas par le centre d'accueil. Un grand nombre d'entre eux se rendent directement au centre de Kakuma et demandent à y être enregistrés sur place. Environ 250 réfugiés en provenance de Somalie sont filtrés chaque mois à Dadaab. Le nombre d'arrivants dépend de la situation dans les pays voisins; en période d'insécurité, il peut brusquement augmenter.
10. Une enquête de référence effectuée à Kakuma en juin/juillet 2002 par la Fédération luthérienne mondiale (FLM) montre que 6 pour cent seulement des personnes interrogées ont une activité économique. Les résultats indiquent que la grande majorité des réfugiés sont entièrement tributaires de l'aide du PAM. Ces conclusions corroborent celles des études antérieures de SCF-Royaume-Uni, qui concluaient que les rations du PAM représentent 90 pour cent des besoins alimentaires de la quasi-totalité des réfugiés.



11. Faute de ressources, le PAM n'a pas été en mesure de maintenir la ration prévue de 2 100 kilocalories par réfugié par jour. Au cours des deux dernières années, la ration était en moyenne de 1 760 kilocalories; elle est tombée à 776 kilocalories en mai 2002 à Kakuma. La situation nutritionnelle dans les camps de réfugiés est extrêmement précaire et dépend d'un système d'acheminement des vivres peu fiable.
12. La quantité de produits alimentaires accessibles aux familles de réfugiés est limitée par le fait qu'une partie de la ration est échangée contre des articles non alimentaires. La mission conjointe d'évaluation a constaté que les produits étaient régulièrement échangés contre du bois de feu, car le HCR ne fournit que 32 pour cent seulement des besoins en la matière. Le HCR n'a pas pu cette année, faute de fonds, fournir des produits alimentaires complémentaires, si bien que les familles échangent les aliments du PAM contre des légumes frais et du lait. En 2003, le HCR va étudier les sources d'énergie qui pourraient remplacer le bois de chauffe; les deux institutions appuieront les initiatives visant à compléter les rations avec des produits frais en lançant des projets de jardins en sous-étages.
13. Les possibilités de développement de l'autosuffisance sont rares. L'accès aux activités économiques et à l'emploi est extrêmement limité en raison de la politique de maintien dans les camps adoptée par le gouvernement. Quelques réfugiés ont des activités génératrices de revenu dans les camps, avec l'aide de diverses organisations, mais leurs projets ne rapportent guère.
14. Les activités agricoles ne concernent que quelques potagers et jardins en sous-étages, une centaine environ par camps, introduits par le PAM et l'Office allemand de la coopération technique (GTZ). Les produits peuvent compléter l'apport en micronutriments de la ration générale mais ne permettent pas de parvenir à l'autosuffisance. Ces activités ont un potentiel d'expansion considérable mais nécessiteront des ressources en eau et des fonds supplémentaires. Autour du périmètre du camp de Dadaab, les réfugiés ont entrepris quelques cultures saisonnières, qui ne devraient pas être encouragées étant donné qu'elles risquent d'entraîner une dégradation importante de l'environnement, que les rendements en sont faibles et qu'elles suscitent le mécontentement des éleveurs locaux.
15. Posséder des petits animaux est relativement courant à Dadaab: la plupart des familles ont quelques chèvres ou moutons. De grands troupeaux sortent du camp tôt le matin pour aller pâturer. Il n'existe cependant aucun chiffre précis sur le nombre d'animaux appartenant aux réfugiés, ni d'information sur les modes de pâture ou l'impact sur la végétation et les sols. Il semble qu'aucune mesure de lutte contre les maladies animales ne soit prise pour les troupeaux des réfugiés.
16. La situation nutritionnelle dans les camps est précaire; 70 pour cent des enfants vivent au seuil de la malnutrition. La santé des enfants de moins de 5 ans pâtit des fluctuations de l'assortiment alimentaire, de l'utilisation d'aliments pour compenser l'absence d'articles non alimentaires et des mauvaises méthodes de sevrage. Les données récentes sur la nutrition recueillies à Kakuma par le Comité des secours internationaux montrent que le taux global de malnutrition est actuellement de 7 pour cent, soit le même niveau que l'an dernier⁴. À Dadaab, Médecins sans frontières-Belgique (MSF-Belgique) fait état d'un taux global de malnutrition de 10,5 pour cent, et d'un taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans instable, dépassant 1,0 pour 10 000 par jour⁵. Chez les femmes enceintes, le taux

⁴ Comité des secours internationaux, Enquête nutritionnelle, camp de réfugiés de Kakuma, septembre 2002.

⁵ Rapport annuel 2001 MSF; les données sur la nutrition reposent sur la médiane du rapport taille/poids.



d'anémie a atteint 74 pour cent, ce qui se répercute de manière négative sur le poids à la naissance et accroît le risque de mortalité maternelle.

17. Les effectifs de réfugiés comprennent 98 642 femmes, soit 45 pour cent de la population, et 14 pour cent des réfugiés vivent dans un ménage dirigé par l'une d'entre elles. Le taux de naissance est estimé à 3 pour cent; la plupart des femmes sont enceintes ou ont des nourrissons.
18. Dans les deux camps, les femmes sont chargées des tâches domestiques —elles s'occupent des enfants et de la cuisine et vont chercher l'aide alimentaire, l'eau et le bois. Il s'agit d'un labeur physique non négligeable. Les femmes doivent couvrir de longues distances en portant leur bébé pour aller chercher la ration, rester debout au soleil durant de longues heures et sont souvent victimes d'insécurité aux points de distribution lors des bousculades causées par ceux qui veulent être en tête de file. Compte tenu de ce type de difficultés physiques, la mission conjointe a recommandé de revoir la politique du PAM qui encourage les femmes à prendre livraison des rations et d'envisager des heures de distribution distinctes pour les hommes et pour les femmes.
19. D'après la Société coopérative pour l'aide au monde entier (CARE), la scolarisation des filles s'est développée au cours des cinq dernières années dans les écoles du camp de Dadaab: les 28 000 élèves inscrits représentent 56 pour cent des enfants en âge scolaire et 33 pour cent sont des filles. Mais le pourcentage de filles inscrites à l'école diminue régulièrement au fil du temps; peu de filles fréquentent les classes supérieures. À Kakuma, 23 565 enfants sont inscrits à l'école, soit 92 pour cent des enfants en âge scolaire, 30 pour cent étant des filles. À Kakuma, le nombre d'inscrits peut tomber à 14 000. Le taux d'abandon scolaire est plus élevé pour les garçons que pour les filles, ce qui est probablement lié au fait qu'un grand nombre d'adolescents vont et viennent de part et d'autre de la frontière. Comme à Dadaab, il y a peu de filles dans l'enseignement secondaire. Cette situation s'explique par les contraintes culturelles et les tâches domestiques. Pour améliorer la scolarisation des filles, le PAM travaillera avec le HCR en organisant des réunions communautaires pour encourager les parents à envoyer leurs filles à l'école, conformément aux Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes. Le PAM fournit une collation nutritive dans les écoles de Kakuma depuis 1997. À Dadaab l'alimentation scolaire a démarré en 2002.

Politiques et programmes de relèvement mis en place par le gouvernement

20. Le Ministère de l'intérieur, du patrimoine et des sports coordonne l'opération en faveur des réfugiés au Kenya. Il assure la liaison avec le bureau du Président sur les questions de politique générale et de sécurité. La politique de l'État est de maintenir les camps à proximité des points d'entrée aux frontières, dans les régions isolées et arides. Les réfugiés sont soumis aux restrictions imposées par la politique de maintien dans les camps, qui ne leur permet pas de jouir de leur liberté de mouvement ou de disposer de possibilités d'activité économique ou d'emploi. Ils sont en concurrence avec les populations locales pour ce qui est des rares ressources naturelles.
21. Le gouvernement devrait introduire des cartes d'identité pour les réfugiés, lesquelles amélioreront la liberté de déplacement et augmenteront les possibilités d'activité économique et de commerce. Le HCR s'attache à faire adopter la Loi sur les réfugiés pour renforcer les droits des réfugiés au Kenya.



STRATÉGIE DE REDRESSEMENT

Les besoins des bénéficiaires

22. Les conclusions de la mission conjointe d'évaluation ont confirmé celles d'études antérieures indiquant que la plupart des réfugiés étaient totalement dépendants de l'aide extérieure⁶. Les produits alimentaires du PAM servent à la consommation et sont échangés contre des articles non alimentaires et des produits frais, ce qui diminue la quantité disponible pour les familles et entraîne des pénuries pouvant durer plusieurs jours entre les distributions. Tout laisse à penser que les réfugiés resteront dépendants d'une ration générale complète.
23. Les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes ont des besoins nutritionnels spéciaux et sont particulièrement susceptibles aux changements de régime alimentaire. La maladie ou la modification de l'assortiment alimentaire augmentent le risque de malnutrition. Le PAM mettra en place un dispositif de sécurité à l'intention des femmes et des enfants qui, d'après les critères nutritionnels PAM/HCR, sont recensés comme ayant besoin d'un apport supplémentaire et d'une alimentation thérapeutique sous supervision médicale.
24. La situation nutritionnelle des enfants réfugiés est précaire. Ces enfants peuvent récupérer rapidement en recevant une alimentation adéquate, ou dépérir en cas de pénurie alimentaire ou de maladie. En fournissant quotidiennement dans les écoles une bouillie d'aliments composés, on maintiendra un bon état nutritionnel, on améliorera la concentration des élèves et on les incitera à ne pas quitter l'école.
25. La situation de la population locale est identique à celle des réfugiés, voire pire, eu égard à de nombreux indicateurs socioéconomiques. La communauté d'accueil dépend en grande partie des camps en ce qui concerne l'eau, les soins de santé et l'éducation. Les possibilités de conflit sont nombreuses car les deux communautés sont en compétition pour ce qui est des ressources déjà limitées, par exemple le bois de chauffe. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire et d'atténuer l'hostilité, le PAM mettra en œuvre des activités VCA.

Le rôle de l'aide alimentaire

26. Compte tenu des rares possibilités qu'ils ont de subvenir à leurs propres besoins, les réfugiés ont besoin de l'aide pour satisfaire à leurs besoins alimentaires essentiels. Une ration générale normale sera distribuée une fois tous les quinze jours. Des aliments composés enrichis sont inclus dans la ration pour les enfants de moins de 6 ans qui ne sont pas ciblés par l'aide alimentaire fournie dans les écoles primaires. Des programmes d'alimentation ciblés seront destinés aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux jeunes enfants ayant besoin d'une alimentation complémentaire. Une aide alimentaire ciblée sera fournie dans le cadre des activités VCA afin de compenser les besoins alimentaires des familles les plus vulnérables dans les communautés qui vivent autour des camps.

⁶ Missions conjointes d'évaluation des besoins alimentaires effectuées en 1996, 1997 et 1999 et évaluation conjointe HCR/PAM de 1999.



Approches du programme

27. L'aide sera distribuée aux réfugiés par voie de distributions générales tous les quinze jours, de programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique et d'activités d'alimentation en milieu scolaire. La population d'accueil sera ciblée par les activités VCA.
28. La présente IPSR sera mise en œuvre conformément aux Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes (2003–2007). Le projet entend:
- répondre aux besoins nutritionnels des femmes enceintes et mères allaitantes réfugiées et accroître leur sensibilisation en matière de santé et de nutrition;
 - permettre aux fillettes réfugiées d'aller à l'école;
 - s'assurer que les femmes des communautés d'accueil bénéficient sur un pied d'égalité des activités VCA;
 - contribuer à la maîtrise des aliments par les femmes réfugiées;
 - s'assurer que les femmes réfugiées participent sur un pied d'égalité aux comités chargés de la distribution des vivres;
 - s'assurer que la problématique hommes-femmes est bien prise en compte dans toutes les activités de l'IPSR;
 - contribuer à instaurer un environnement qui reconnaisse le rôle important des femmes dans la sécurité alimentaire des ménages et encourage hommes et femmes à supprimer les différences de traitement entre les sexes;
 - progresser vers l'égalité entre les sexes en matière de personnel, de possibilités et de droits.
29. Les progrès réalisés pour concrétiser ces engagements feront l'objet d'un suivi grâce au système de suivi en place. Les listes de contrôle normalisées mises au point par le bureau du PAM au Kenya tiennent compte de cette problématique.

Évaluation des risques

30. En dépit des négociations qui sont en cours, rien ne laisse à penser qu'une solution pacifique des conflits pourrait intervenir dans les pays frontaliers du Kenya. La population risque de continuer à chercher refuge dans les camps pour fuir la violence dans leur pays. Les conflits empêcheront également les réfugiés de retourner chez eux. La rivalité pour les ressources limitées existant autour des camps peut entraîner des conflits entre la population d'accueil et les réfugiés, comme cela a déjà été le cas. Les femmes réfugiées qui s'aventurent hors des camps risquent le viol. Il y a un risque d'insécurité dans les camps au fur et à mesure que le nombre de réfugiés s'accroît sans augmentation correspondante des ressources, notamment de l'eau. Le risque est peut-être plus élevé à Kakuma, compte tenu du nombre important d'hommes jeunes. Les filles cessent d'aller à l'école parce qu'elles se sentent dans l'insécurité lorsqu'elles font le trajet seules.
31. L'acheminement des produits destinés à l'IPSR 6226 a été irrégulier en raison de l'insuffisance des ressources. L'assortiment alimentaire incomplet à l'occasion contribue à la précarité de la situation nutritionnelle dans les camps; la distribution insuffisante d'articles non alimentaires appauvrit encore l'assortiment distribué.
32. Le Kenya est sujet à des catastrophes naturelles régulières; les inondations, en particulier, perturbent les filières d'approvisionnement en vivres. En 1998, des ponts aériens ont dû être organisés pour fournir l'aide alimentaire au camp de réfugiés de Dadaab



lorsque l'unique route avait été emportée. Des vivres ont dû être prépositionnés avant la saison des pluies afin d'éviter les déficits de certains produits dans l'assortiment alimentaire.

Objectifs

33. Les objectifs de l'aide du PAM sont les suivants:
- a) maintenir des normes nutritionnelles et alimentaires minimales parmi la population de réfugiés par le biais d'une distribution générale de vivres;
 - b) améliorer la santé et la nutrition chez les enfants mal nourris de moins de 5 ans et chez les femmes enceintes et les mères allaitantes par le biais de programmes d'alimentation sélective;
 - c) améliorer le taux d'inscription et de fréquentation scolaires par le biais d'une alimentation dans les écoles;
 - d) améliorer la sécurité alimentaire des ménages par le biais de la création d'actifs communautaires.

PLAN D'EXÉCUTION

Principales composantes du programme

34. Les composantes du programme de cette IPSR sont les suivantes:
- a) une distribution générale de vivres dans les camps de réfugiés;
 - b) un programme d'alimentation sélective destiné aux enfants mal nourris de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et mères allaitantes;
 - c) un programme d'alimentation scolaire pour satisfaire les besoins énergétiques supplémentaires des enfants en âge d'aller à l'école primaire et pour inciter les filles à aller à l'école;
 - d) des activités VCA dans la communauté d'accueil.

Bénéficiaires

⇒ *Chiffres de planification concernant les effectifs entre octobre 2003 et septembre 2005*

35. Le tableau suivant présente les effectifs de réfugiés ayant besoin d'une aide alimentaire dans les camps de Kakuma et Dadaab tels que projetés pour la période 2003–2005.



Année	Chiffres de planification Kakuma			Chiffres de planification Dadaab			Total		
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total
Réfugiés enregistrés									
2003–2004	35 116	52 674	87 790	65 594	68 271	133 865	100 710	120 945	221 655
2004–2005	37 508	56 263	93 771	71 192	74 098	145 290	108 700	130 361	239 061
Moyenne	36 312	54 469	90 781	68 393	71 845	139 578	104 705	125 653	230 358
Alimentation complémentaire	4 448	672	5 120	7 480	1 020	8 500	11 928	1 692	13 620
Alimentation thérapeutique	73	110	183	204	213	417	277	323	600
Total alimentation sélective	4 521	782	5 303	7 684	1 233	8 917	12 205	2 015	14 220
Alimentation scolaire	8 250	16 750	25 000	14 000	21 000	35 000	22 250	37 750	60 000
Création d'actifs	780	1 820	2 600	531	1 238	1 739	1 311	3 058	4 369

Composantes du programme

⇒ *Activité 1: Distribution générale de vivres dans les camps de réfugiés*

36. Environ 230 000 réfugiés recevront une aide alimentaire du PAM dans le cadre de la distribution générale effectuée dans les camps pendant la présente IPSR. Le chiffre de planification prend en compte les nouveaux arrivants en provenance des pays voisins, en particulier de Somalie et du sud du Soudan, les taux de natalité et de mortalité et le rapatriement de quelques réfugiés. À Kakuma, la population a baissé de 23 pour cent, passant de 86 864 à 66 733 à la suite de l'opération la plus récente de revalidation, effectuée en avril 2002. Les chiffres ont cependant augmenté de 13 000 personnes sur six mois, en raison essentiellement du transfert de 11 500 Bantou somaliens en provenance de Dadaab. Des opérations annuelles de revalidation sont prévues. La répartition globale de 45 pour cent de femmes et de 55 pour cent d'hommes traduit le nombre important de jeunes garçons non accompagnés dans le camp de Kakuma.
37. La mission d'évaluation conjointe a recommandé d'adopter une approche ciblée pour la distribution générale de vivres au cours de la prochaine IPSR. Pour réduire au minimum les effets de l'irrégularité de l'approvisionnement, le HCR et le PAM veilleront à ce que les nouveaux arrivants et les groupes vulnérables reçoivent une ration complète. Les travailleurs recevant une ration à titre d'incitation et les propriétaires de micro-entreprises ou d'animaux devraient être ciblés et ne recevoir qu'une ration réduite; environ 6 pour cent des réfugiés seront concernés. Une enquête alimentaire devrait être effectuée auprès des ménages d'ici à septembre 2003 pour définir les degrés de vulnérabilité et les modalités de ciblage; elle devrait servir de point de départ au ciblage durant la présente IPSR.

⇒ *Activité 2: Programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique dans les camps de réfugiés*

38. Le nombre de réfugiés ciblés chaque année par les interventions d'alimentation complémentaire et sélective est de 14 220. Ce programme traitera les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée qui se situent entre 70 et 80 pour cent de la médiane du rapport poids/taille; les enfants en dessous de 70 pour cent de la médiane seront admis à bénéficier du programme thérapeutique. Les femmes enceintes seront ciblées durant six mois de leur grossesse et durant les premiers six mois de l'allaitement.



⇒ **Activité 3: Programmes d'alimentation scolaire dans les camps de réfugiés**

39. Le programme d'alimentation scolaire à Kakuma devrait atteindre 25 000 enfants du primaire; dont 33 pour cent de filles. Le taux de scolarisation des filles diminue régulièrement au fur et à mesure du passage en classe supérieure. À Kakuma, les taux d'abandon scolaire des filles sont liés à l'insécurité lorsqu'elles font le trajet seules entre chez elles et l'école. Le PAM appuiera le HCR qui encourage les parents à accompagner des groupes de filles à l'école. Le programme d'alimentation scolaire a été introduit dans le camp de Dadaab en septembre 2002 et concerne 28 000 élèves du primaire dont 40 pour cent de filles. Il pourrait être élargi à 35 000 enfants si des écoles, des enseignants et du matériel supplémentaires étaient fournis.

⇒ **Activité 4: Activités VCA dans la communauté d'accueil**

40. Les zones avoisinantes des camps de Kakuma et Dadaab comptent parmi celles où l'insécurité alimentaire est la plus marquée au Kenya. Les infrastructures et l'accès aux services sociaux essentiels y sont insuffisants et les possibilités économiques rares. La population d'accueil dépend en grande partie des camps. Certains enfants des communautés d'accueil fréquentent les écoles des réfugiés; la population a accès aux installations médicales offertes aux réfugiés. Le jour des distributions, les habitants du coin servent souvent de porteurs aux réfugiés. Mais la population locale est néanmoins mécontente de l'appui fourni aux réfugiés par la communauté des donateurs. Les activités VCA dans la communauté d'accueil sont proposées dans le cadre de la présente IPSR pour offrir des emplois temporaires à 4 369 personnes aptes au travail. Chaque travailleur participant à ces activités recevra une ration familiale pour six personnes; 26 214 résidents locaux bénéficieront donc de l'aide du PAM. Ces activités devraient créer des actifs communautaires dont bénéficieront hommes et femmes, par exemple la fourniture d'eau potable, la réparation des systèmes d'irrigation et la création de ceintures vertes. Ces activités revêtiront une importance particulière pour les femmes qui sont généralement chargées d'aller chercher l'eau et le bois et doivent couvrir de longues distances en laissant leurs enfants sans surveillance à la maison.

Taille et composition des rations distribuées

41. Le tableau ci-dessous présente la ration quotidienne par personne fournie dans le cadre de distributions générales, des programmes d'alimentation complémentaire, thérapeutique et scolaire, ainsi que des activités VCA.



Produits (grammes)	Ration générale	Alimentation complémentaire	Alimentation thérapeutique	Alimentation scolaire	Activités VCA*
Farine de blé	245				
Maïs	235				2 500
Légumineuses	60				500
Huile végétale	25	25	70		500
Aliments composés	20**	250	100	70	
Sel iodé	5			5	
Sucre	S.O.	20	50		
Produits frais***	50				
Lait écrémé en poudre ***		20			
Lait thérapeutique***			300		

* Il s'agit d'une ration familiale pour six personnes.

** La quantité d'aliment composé comprise dans la ration générale a été réduite parce que cet aliment est fourni dans le cadre du programme d'alimentation scolaire.

*** Fourni par le HCR.

Distribution de la ration générale dans les camps

42. La ration générale complète distribuée dans les camps représente 590 grammes. L'assortiment alimentaire fournit 2 182 kilocalories et 68 grammes de protéines par personne par jour. Le PAM s'efforcera de fournir de la farine de blé enrichie en vitamine et de l'huile végétale. La ration quotidienne d'aliment composé a été réduite parce que cet aliment est fourni dans les écoles dans le cadre du programme d'alimentation scolaire. Le HCR est chargé de fournir des produits frais tel que des épinards, des piments et des oignons nouveaux pour la ration générale, ainsi que du lait écrémé en poudre et du lait thérapeutique.

⇒ Exécution

43. Les distributions de rations générales sont effectuées tous les quinze jours, ce qui est préféré aux distributions mensuelles, qui posent des problèmes d'entreposage des vivres, représentent un risque plus élevé en matière de sécurité et risquent davantage d'être vendues pour obtenir des articles non alimentaires.
44. Les points de distribution finale (PDF) des camps de réfugiés de Kakuma et Dadaab sont administrés par le HCR, par le biais de ses partenaires d'exécution. À Kakuma, la FLM administre l'opération, et à Dadaab, CARE. Les réfugiés sont filtrés à l'entrée du centre de distribution pour vérifier leur carte par rapport aux données du HCR. Les rations alimentaires sont servies à l'aide de pelles-versoir jaugées au préalable et sont vérifiées sur des balances aux points de sortie. Dans les deux camps, aux PDF, ce sont des réfugiés qui distribuent les aliments aux représentants des familles, conformément au principe d'autogestion communautaire introduit en 1998.
45. Le PAM et le HCR ont provisoirement conclu un mémorandum d'accord en juillet 2002, lequel définit le cadre dans lequel le PAM assure la responsabilité des vivres dans les camps à titre pilote. Les coûts des distributions ont été inclus dans le budget de l'IPSR.
46. Des réunions du Comité consultatif de l'aide alimentaire ont lieu dans les deux camps avant chaque cycle de distribution. Ces comités se composent de représentants du HCR, du PAM, du partenaire d'exécution et des dirigeants des réfugiés, hommes et femmes. Au



moins 50 pour cent des membres de ces comités sont des femmes⁷. Au cours des réunions, les dirigeants sont informés de la composition et de la taille de l'assortiment alimentaire; ils font circuler l'information auprès des réfugiés.

47. Le PAM continuera d'encourager des femmes à prendre livraison des rations afin d'améliorer leur accès aux aliments distribués, et leur contrôle sur ces derniers. Il reconnaît que cela pourra ne pas toujours être faisable car les femmes sont déjà très sollicitées par les soins aux enfants et les tâches domestiques.
48. Le PAM appuiera la campagne contre le VIH/SIDA qui sera mise en œuvre par le HCR et ses organismes sanitaires partenaires dans les camps. Les activités viseront notamment à accroître la sensibilisation des réfugiés, à mettre en place des systèmes de soutien et à fournir des équipements de santé. Il est prévu de mettre en place des activités de sensibilisation sur les sites de distribution.

Alimentation scolaire

49. Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire, les enfants fréquentant les écoles primaires des camps de Kakuma et Dadaab recevront 70 grammes par jour de bouillie d'aliment composé maïs-soja et 5 grammes de sel iodé, soit un apport supplémentaire de 266 kilocalories et de 13 grammes de protéines par enfant par jour.

⇒ Exécution

50. Le PAM aura la charge de l'administration de l'alimentation scolaire dans les deux camps, en partenariat avec une ONG qui en assurera l'exécution; il a une grande expérience de ce type de programme. Outre l'apport des produits alimentaires, le PAM mobilisera des ressources pour la construction de cuisines et pour les articles non alimentaires requis pour exécuter le programme avec succès; il continuera de fournir des boîtes de conserve vides pour construire des salles de classe et des latrines. La bouillie sera préparée et servie dans les écoles en début de matinée car de nombreux enfants ne prennent pas de petit-déjeuner. La fréquentation moyenne est de 20 jours par mois durant neuf mois de l'année.

Programmes d'alimentation sélective

51. Les programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique se poursuivront dans les camps pour répondre aux besoins nutritionnels des groupes les plus vulnérables —les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Les rations destinées à ces programmes, qui sont précisées dans le tableau sur la composition par produit, fournissent 1 250 kilocalories et 45 grammes de protéines par personne par jour pour ce qui est du programme d'alimentation complémentaire, et 1 200 kilocalories et 18 grammes de protéines par personne par jour pour le programme d'alimentation thérapeutique.

⇒ Exécution

52. Les programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique sont exécutés dans les hôpitaux et les dispensaires par les partenaires de santé, et supervisés par le HCR. Les rations thérapeutiques sont fournies aux patients hospitalisés. Les activités de sensibilisation des communautés, qui expliquent aux personnes s'occupant d'enfants

⁷ Étude conjointe HCR/PAM sur la problématique hommes-femmes: camps de réfugiés de Dadaab et de Kakuma au Kenya, mai 2002.



comment détecter la malnutrition, sont une composante importante de ce programme. Des visites de suivi sont effectuées dans les familles pour surveiller l'alimentation des enfants mal nourris. À la suite des recommandations de la mission d'évaluation conjointe et de l'étude HCR/PAM sur la problématique hommes-femmes, les activités de sensibilisation seront intensifiées étant donné que le nombre d'enfants bénéficiant de ce programme était nettement inférieur à celui qui avait été prévu. Compte tenu du fort taux de rechute, la mission a souligné la nécessité d'un suivi auprès des familles lorsque les personnes ne sont plus prises en charge par le programme.

Activités VCA dans les communautés d'accueil

53. Dans le cadre de ce programme, des rations de 3,5 kilogrammes par jour par travailleur seront fournies, soit une ration familiale pour six personnes représentant 1 074 kilocalories et 25 grammes de protéines par personne par jour.

⇒ Exécution

54. Les activités VCA seront exécutées dans les comités d'accueil autour des camps de Kakuma et Dadaab par des ONG locales et internationales. Le programme adoptera les directives, le type de ration quotidienne fournie à titre de rémunération et les normes de travail qui ont été préparées par le bureau de pays pour l'opération d'urgence 10085.01 ainsi que pour les activités de préparation en cas de catastrophe actuellement en cours dans le cadre de l'activité 2 du programme de pays. Outre la ration alimentaire fournie aux travailleurs, le PAM a inclus le coût des articles non alimentaires essentiels dans le budget de l'IPSR. Au cours du programme de deux ans, les 4 369 travailleurs devraient travailler 150 jours dans les communautés autour des camps. Le processus communautaire mis en place dans le cadre de l'opération d'urgence récente servira, là où ce sera possible, pour cibler les travailleurs et administrer la distribution des vivres. Les projets s'adresseront aux familles les plus démunies de la population installée, qui sont en règle générale celles qui n'ont pas de petits animaux et qui ne migrent pas.

Dispositif institutionnel et choix des partenaires

55. Le gouvernement assure la coordination des questions concernant les réfugiés par le biais du Ministère de l'intérieur, du patrimoine et des sports, qui gardera ses responsabilités en ce qui concerne le filtrage, l'enregistrement et la revalidation des réfugiés, en collaboration avec le HCR. Ce ministère transmet au Ministère des finances, pour le compte du PAM, les demandes d'exonération des droits frappant les produits alimentaires et le matériel logistique. Dans les camps, la police et l'administration locale continueront d'assurer la sécurité de l'intervention en faveur des réfugiés, y compris des distributions de vivres et des opérations de revalidation de la population.
56. CARE et la FLM sont les principaux partenaires opérationnels du PAM dans les camps, et sont chargés de l'administration des camps ainsi que de la distribution des aliments et des articles non alimentaires. Ces deux organisations fournissent des services d'éducation, de santé, d'adduction d'eau, d'assainissement et de formation professionnelle. Dans les deux camps, GTZ met en œuvre des projets de reboisement et de création de ceintures vertes et développe à l'heure actuelle son projet de potagers en sous-étages. À Dadaab, elle distribue du bois de chauffe. Les services sanitaires, y compris les programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique, sont actuellement fournis par le Comité des secours internationaux à Kakuma et par MSF-Belgique à Dadaab.
57. Des réunions régulières de coordination de l'aide alimentaire tenues à Nairobi, auxquelles participent le PAM, le HCR, les donateurs, le gouvernement et les partenaires



opérationnels, examineront les questions ayant trait à l'acheminement, à la distribution des vivres et au suivi. À l'échelle des camps, les comités consultatifs de l'aide alimentaire du PAM, le HCR, les partenaires opérationnels et les représentants des réfugiés mettent en commun les renseignements dont ils disposent sur l'acheminement des vivres et l'assortiment alimentaire, et s'occupent des autres questions ayant trait à l'aide alimentaire.

58. Dans les camps, le programme d'alimentation scolaire sera exécuté par la FLM à Kakuma et par CARE à Dadaab; le PAM mettra à leur disposition sa longue expérience de tels programmes. Le HCR continuera à appuyer d'autres aspects de l'éducation dans les camps, par exemple la construction d'écoles, la formation des enseignants et la fourniture de matériel.

Renforcement des capacités

59. En tirant parti des activités de formation antérieures, le PAM assurera le développement des compétences de son personnel et de celui du HCR affectés à l'intervention en faveur des réfugiés, des partenaires d'exécution et des réfugiés. Des séances générales de formation seront organisées sur les documents d'information ci-après:

- les documents de politique générale: mémorandum d'accord PAM/HCR de juillet 2002; directives relatives à l'alimentation scolaire;
- cadres de référence pour la problématique hommes-femmes: Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes et recommandation de l'étude PAM/HCR sur la problématique hommes-femmes de mai 2002;
- outils de suivi: techniques d'entretien pour le suivi après distribution et listes de contrôle pour les programmes d'alimentation sélective, y compris en milieu scolaire;
- outils de planification: examen de la mise en œuvre des recommandations de la mission d'évaluation et du plan d'action conjoint.

60. Pour encourager la participation des femmes à la planification, à l'administration et à la distribution de l'aide alimentaire qui était recommandée par l'étude HCR/PAM sur la problématique hommes-femmes, le PAM entend dispenser une formation pour que les femmes soient davantage associées à la prise des décisions; un atelier est prévu à l'intention des comités consultatifs de l'aide alimentaire.

Besoins de produits alimentaires

61. Les besoins alimentaires pour l'IPSR d'une durée de deux ans proposée seront de 115 333 tonnes —97 856 tonnes pour la ration générale, 2 893 tonnes pour l'alimentation complémentaire, 95 tonnes pour l'alimentation thérapeutique, 1 620 tonnes pour l'alimentation scolaire, 2 294 tonnes pour les activités VCA, et une réserve d'urgence de 10 576 tonnes pour faire face à tout afflux inattendu de réfugiés. Une allocation de 100 tonnes de biscuits à forte teneur énergétique est incluse dans le total; cette dernière est importante parce que la situation reste très fluctuante en Somalie et qu'il est probable que d'importantes vagues de réfugiés rejoindront le Kenya. Ces biscuits sont en quantité suffisante pour couvrir les besoins de 10 000 personnes durant vingt jours pendant leur transit.

Le tableau ci-après présente les quantités totales, par produit, pour chaque type de ration durant deux ans.



Produits (tonnes)	Ration générale	Alimentation complémentaire	Alimentation thérapeutique	Alimentation scolaire	VCA	Total partiel	Réserve d'urgence (10%)	Total
Farine de blé	40 635					40 635	4 064	44 699
Maïs en grain	38 976				1 638	40 615	4 061	44 676
Légumineuses	9 951				328	10 279	1 028	11 307
Huile végétale	4 146	245	30		328	4 750	475	5 224
Aliments composés	3 317	2 452	43	1 512		7 324	732	8 056
Sel iodé	829			108		937	94	1 031
Sucre		196	22			218	22	240
Biscuits à forte teneur énergétique							100	100
Total	97 856	2 893	95	1 620	2 294	104 758	10 576	115 333

Dispositif logistique

62. Les frais de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM) correspondant à cette opération sont de 119 dollars par tonne, contre 122 dollars en 2000. Cette diminution s'explique par la prise en charge par le PAM du point de livraison avancé (PLA) de Dadaab et par la réduction significative des tarifs de transport primaire. Le PAM continuera de gérer le PLA de Kakuma. Les coûts de TTEM et de gestion des PLA seront suivis tout au long de la période d'exécution et revus si nécessaire.

Achat de produits alimentaires sur place

63. Entre octobre 2000 et décembre 2002, 29 505 tonnes de maïs, 662 tonnes de sel, 4 265 tonnes de légumineuses, 43 tonnes de sucre et 4 138 tonnes d'aliments composés ont été achetés sur place. Les achats locaux seront poursuivis sous réserve de la disponibilité des dons en espèces faits au PAM et de la disponibilité des aliments sur les marchés locaux à des prix compétitifs.

Suivi et évaluation

64. L'un des principaux objectifs de la présente IPSR est de s'assurer que les quantités convenues de produits alimentaires atteignent les bénéficiaires ciblés; le personnel du PAM surveille les distributions alimentaires à cette fin. Pour renforcer encore le système, la mission d'évaluation conjointe a recommandé que des activités communes de surveillance soient menées aux PDF par le PAM, le HCR, les partenaires opérationnels et les représentants des réfugiés, femmes et hommes. Les équipes utiliseront les directives, indicateurs et outils de suivi normalisés pour comparer les conclusions après chaque cycle de distribution. La mission a fortement recommandé au PAM d'effectuer un suivi après distribution.

65. Au cours du dernier trimestre de 2002, le bureau du PAM au Kenya a peaufiné ses directives relatives au suivi sensible à l'égalité entre hommes et femmes en s'inspirant des systèmes de suivi institutionnels et des documents d'évaluation du PAM, et a élaboré plus avant ses outils, sous forme d'indicateurs convenus par le personnel de terrain pour chaque activité bénéficiant de l'appui du PAM. Ces outils de suivi sont notamment des listes de contrôle pour les sites de distribution, les programmes d'alimentation sélective, le suivi



communautaire, les études de marché et le suivi après distribution. Les indicateurs clés qui seront utilisés pour suivre les réalisations au regard des objectifs sont définis en détail dans le cadre logique. Les bureaux auxiliaires utiliseront la base de données mise au point par l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) pour stocker et analyser les données, et préparer les rapports mensuels sur les principaux indicateurs. Le bureau de pays regroupera les données pour les deux camps sur une base mensuelle.

66. Les contrôleurs de l'aide alimentaire du PAM basés dans les camps de Kakuma et Dadaab sont chargés de surveiller toutes les distributions de vivres dans les camps. Ils supervisent la distribution dans chaque camp, assurent le suivi de l'utilisation des aliments à l'échelle des ménages et travaillent avec les partenaires opérationnels pour suivre les programmes d'alimentation sélective. Ils seront chargés de suivre le programme VCA dans la communauté d'accueil.
67. Durant le dernier trimestre de 2002, le personnel du PAM a formé les principaux agents de terrain du PAM/HCR et des partenaires opérationnels sur les directives révisées et les listes de contrôle. Le bureau de pays envisage de suivre de très près la situation et d'organiser en 2003 des ateliers sur la problématique hommes-femmes à l'intention du personnel du PAM afin de continuer à développer des compétences clés en la matière. Il envisage également d'organiser un atelier sur l'évaluation rurale participative à l'intention du personnel de terrain.
68. L'unité chargée de la logistique continuera d'assurer le suivi des produits grâce à son système automatisé, qui permettra d'avoir une vue d'ensemble de la circulation des produits, s'agissant de l'arrivée des expéditions, du dédouanement, de la gestion de l'acheminement des denrées par le PAM, du contrôle de la qualité et des mouvements des produits.
69. Les institutions à vocation sanitaire continueront d'effectuer tous les ans des enquêtes nutritionnelles. Pour évaluer la malnutrition, elles utiliseront le rapport poids/taille comme indicateur de situation critique. Des indicateurs supplémentaires ont été inclus pour suivre régulièrement l'état nutritionnel des réfugiés, compte tenu notamment des fluctuations de l'assortiment alimentaire, du taux de mortalité brut et du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.
70. Une mission d'évaluation conjointe et une évaluation ultérieure sont prévues durant l'exécution de la nouvelle phase de l'IPSR.

Mesures de sécurité

71. Les camps de Kakuma et Dadaab se situent dans les zones dites de sécurité phase III; une autorisation des Nations Unies est requise pour s'y rendre. Les camps étant sujets à des périodes d'insécurité, des contrôles de sécurité ont déjà été mis en place. Le HCR, le PAM et les partenaires opérationnels continueront de veiller à ce que:
 - la police locale dispose de moyens suffisants pour mener continuellement des patrouilles dans les camps, jour et nuit, et pour escorter le personnel humanitaire;
 - des ateliers soient organisés pour sensibiliser davantage le personnel en ce qui concerne sa sécurité, les relations entre les clans et la violence familiale;
 - les camps soient bien éclairés, bénéficient de l'électricité sans discontinuer et soient protégés par des haies vives d'arbustes;
 - le personnel des Nations Unies évalue régulièrement la situation en matière de sécurité.



72. Le PAM a pris des mesures aux fins suivantes:

- du matériel spécialisé tel que des radios portables et des radios Codan pour les véhicules et d'autres matériels de communication soient mis à la disposition du personnel du PAM;
- les membres du personnel du PAM résident dans les périmètres principaux des Nations Unies/ONG.

Stratégie de retrait

73. Un accord de paix a été signé en octobre 2002 entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement de libération du peuple soudanais, qui ont en outre convenu de prolonger le cessez-le-feu jusqu'en mars 2003 et d'autoriser l'envoi des secours humanitaires aux populations touchées par la guerre dans tout le sud du Soudan. Les progrès du processus de paix au Soudan sont encourageants mais toute violation du cessez-le-feu pourrait avoir de graves conséquences.

74. En Somalie, aucune évolution notable de la situation en matière de sécurité n'a eu lieu en 2002. Les hostilités se sont poursuivies dans presque tout le sud du pays, entraînant un afflux de 3 000 personnes au Kenya. Le rétablissement d'un état opérationnel n'a pas eu lieu en Somalie.

75. La paix est précaire dans les deux pays, et il est prématuré d'envisager une stratégie de retrait définitive. Quelle que soit l'issue du processus de paix, la destruction massive de l'infrastructure de base dans le sud du Soudan et en Somalie empêche le retour des réfugiés chez eux. La paix est la condition nécessaire à l'élaboration d'une stratégie de retour, et des services essentiels de santé et d'éducation doivent être mis en place dans les zones d'origine des réfugiés. Les négociations de paix doivent s'accompagner d'un plan stratégique de reconstruction des services de première nécessité dans ces pays. Si les conditions évoluaient pour permettre le rapatriement des réfugiés, l'IPSR serait revue en conséquence.

76. Le PAM continuera d'appuyer les activités telles que l'alimentation scolaire et la création de sources de revenus afin de préparer les réfugiés à leur retour éventuel et à leur réinsertion.

Plans d'urgence

77. En 2001, le bureau du PAM au Kenya a élaboré un plan d'urgence en cas d'afflux éventuel de réfugiés dû à une série de conflits dans le sud de la Somalie. Ce plan envisage divers scénarios, du plus au moins probable, et inclut les dispositifs d'aide alimentaire, de logistique et de distribution.

78. Une réserve d'urgence de 10 pour cent est intégrée à l'IPSR pour couvrir les besoins alimentaires en cas d'arrivée inattendue de demandeurs d'asile. Le budget inclut 100 tonnes de biscuits à forte teneur énergétique pour offrir une aide temporaire aux nouveaux réfugiés.

Mécanismes d'approbation

79. Le directeur de pays du PAM et le gouvernement signeront une lettre d'entente se rapportant à l'IPSR prévue.



RECOMMANDATION

80. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver la présente IPSR, qui est conçue pour venir en aide à 230 358 réfugiés, dont 45 pour cent de femmes et 55 pour cent d'hommes, du 1er octobre 2003 au 30 septembre 2005. Le coût des produits alimentaires s'élève à 28 439 625 dollars et le coût pour le PAM à 57 461 013 dollars.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Maïs	44 676	171,00	7 639 656
– Farine de blé	44 699	236,00	10 548 760
– Légumineuses	11 307	343,0	3 878 312
– Huile végétale	5 224	735,05	3 840 240
– Aliments composés	8 056	281,00	2 263 832
– Sel iodé	1 031	100,00	103 102
– Sucre	240	274,42	65 724
– Biscuits à forte teneur énergétique	100	1 000,00	100 000
Total, produits	115 333		28 439 625
Transport extérieur			6 482 975
Transport interne			13 729 629
Total, TTEM			13 729 273
Autres coûts opérationnels directs			330 000
Total, coûts opérationnels directs			48 981 872
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)			
Total, coûts d'appui directs			4 720 009
COÛTS TOTAUX POUR LE PAM²			53 701 882

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets bénéficiant de l'appui du PAM peuvent varier au fil du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur dans les pays bénéficiaires.

² À l'exclusion de 3 759 131 dollars de coûts d'appui indirects.



ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)****Personnel**

Administrateurs internationaux	2 068 602
Personnel national des services généraux	180 000
Administrateurs nationaux	880 000
Consultants internationaux	66 000
Heures supplémentaires	60 000
Consultants nationaux	15 000
Volontaires des Nations Unies	224 236
Voyages officiels du personnel	294 998
Formation et développement du personnel	46 000
Total partiel	3 834 836

Dépenses de bureau et autres coûts récurrents

Location des locaux	132 000
Services collectifs	7 400
Fournitures de bureau	69 920
Communications et services TI	269 600
Assurance	55 952
Réparation et entretien du matériel	2 800
Coûts d'entretien et d'exploitation des véhicules	50 400
Services des organisations des Nations Unies (part revenant au PAM du coût commun des Nations Unies à Nairobi)	67 101
Autres dépenses de bureau	40 000
Total partiel	695 173

Matériel et autres frais fixes

Mobilier, outils et matériel	40 000
Véhicules	50 000
Matériel TC/TI	100 000
Total partiel	190 000

TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	4 720 009
-------------------------------------	------------------



CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0			
Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
PREMIÈRE COMPOSANTE			
<p><u>Objectif:</u> Maintenir des normes nutritionnelles et alimentaires minimales parmi les réfugiés par le biais de la distribution générale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage des montants engagés pour le programme par rapport aux besoins alimentaires prévus. ➤ Pourcentage des besoins alimentaires satisfaits par le programme à l'échelle des ménages (cible = 100%). 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Besoins prévus du programme par rapport aux engagements des donateurs. ➤ Suivi par le PAM après distribution d'un échantillon aléatoire de 200 ménages par mois. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le niveau des ressources correspond au nombre de réfugiés enregistrés.
<p><u>Résultat:</u> L'état de santé des réfugiés reste acceptable en raison de l'accès aux aliments de première nécessité par le biais de la distribution générale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de vivres qui atteignent les ménages par rapport à la quantité distribuée. ➤ Utilisation et gestion des vivres à l'échelle des ménages. ➤ Mécanismes de survie/autres sources de vivres. ➤ Qui dans le ménage bénéficie de l'aide alimentaire? ➤ Degré de satisfaction des bénéficiaires en ce qui concerne les méthodes de distribution (par rapport aux problèmes du sous-dosage). ➤ Autres sources de produits alimentaires. ➤ Autres sources de revenu. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi par le PAM après distribution à l'échelle des ménages. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les vivres sont emportés à la maison et consommés et non pas vendus. ➤ Tous les membres du ménage ont un accès égal à la nourriture. ➤ Des mécanismes de survie ont été mis en place.



CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité d'aide alimentaire sur le marché. ➤ Orientation des flux de produits alimentaires (en direction du marché ou provenance de ce dernier). ➤ Contrôles pour empêcher les flux sortants de vivres. ➤ Impact de l'aide alimentaire sur le marché. ➤ Prix des produits. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Études de marché. 	
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Classification des mécanismes de survie. ➤ Évaluation du programme d'aide alimentaire. ➤ Connaissance de la quantité et de la composition de la ration. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Entretiens avec cinq dirigeants des réfugiés des communautés sélectionnés au hasard sur les blocs ciblés pour le suivi après distribution. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les entretiens avec les responsables communautaires corroboreront les constatations faites au niveau des ménages.
<p><u>Résultat:</u> Livraison d'un assortiment alimentaire complet de 2 100 kilocalories aux réfugiés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taille de la ration reçue par les réfugiés par rapport à la ration prévue. ➤ Évaluation de l'existence/efficacité des mécanismes de recours. ➤ Longueur du trajet jusqu'au PDF, en particulier pour les femmes. ➤ Nombre de réfugiés (ventilé par âge et par sexe) recevant des vivres. ➤ Qui prend livraison des vivres ? 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi des distributions à chaque PDF par les contrôleurs du PAM. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Régularité de l'approvisionnement du programme en faveur des réfugiés. ➤ Les vivres sont livrés dans les camps dans les délais souhaités. ➤ Les vivres ont plus de chance d'atteindre les familles lorsque les femmes en prennent livraison. ➤ Encourager les femmes à prendre livraison de la ration accroît le contrôle qu'elles exercent sur les vivres.





CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0			
Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité des vivres distribués en pourcentage des besoins mensuels. ➤ Connaissance par les réfugiés de la taille de la ration. ➤ Durée d'attente au PDF, en particulier pour les femmes. ➤ Organisation du processus de distribution. ➤ Comparaison du registre et des cartes de rationnement. ➤ Mécanismes de recours. 		
<u>Activités:</u>			
<p>Composition de l'assortiment alimentaire/taille des rations: Revoir la composition et la taille des rations, si nécessaire, compte tenu de la disponibilité des vivres.</p> <p>Vérification des effectifs de réfugiés: Le PAM et le HCR revoient les effectifs de réfugiés avant chaque cycle de distribution.</p> <p>Faire savoir aux réfugiés ce à quoi ils ont droit: Les dirigeants des réfugiés doivent être informés de la taille et de la composition de la ration avant chaque cycle de distributions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taille et composition des rations correspondant aux vivres disponibles. ➤ Liste des réfugiés enregistrés dans le camp arrêtée par le PAM et le HCR. ➤ Information transmise à la communauté des réfugiés au cours des réunions de coordination sur l'aide alimentaire. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports du PAM sur les stocks. ➤ Rapports en provenance des bureaux auxiliaires. ➤ Les listes sur les effectifs sont préparées et maintenues par le HCR. ➤ Vérification de la transmission de l'information lors du suivi aux PDF et après distribution. 	

CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0			
Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<p>Transport des produits alimentaires jusqu'aux PDF</p> <p>Transport des vivres aux PDF pour chaque cycle en fonction des effectifs de réfugiés et de la composition et de la taille de la ration.</p> <p>Distribution finale:</p> <p>Distribution de la ration convenue, dans les délais souhaités, aux familles de réfugiés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité et qualité des vivres livrés au PDF. ➤ Pourcentage de pertes au PDF. ➤ 235 g de maïs, 245 g de farine de blé, 60 g de légumineuses, 25 g d'huile, 5 g de sel et 20 g d'aliment composé maïs-soja sont disponibles pour distribution. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi des livraisons entre les points de livraison avancés (PLA) et le PDF, y compris lettres de transport et registres des entrepôts, inspections des produits. ➤ Rapports du PAM sur le solde des stocks. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Régularité de l'approvisionnement du programme en faveur des réfugiés afin de respecter les dates de distribution prévues.
DEUXIÈME COMPOSANTE			
<p><u>Objectif:</u></p> <p>Améliorer l'état sanitaire et nutritionnel des réfugiés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux globaux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans (70 à 80 pour cent de la médiane du rapport taille/poids). ➤ Effectif admis à bénéficier du programme par rapport à l'effectif prévu. ➤ Effectif admis à bénéficier du programme par rapport au nombre de kilocalories distribuées. ➤ Prévalence des carences en micronutriments. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Enquêtes nutritionnelles annuelles des ONG. ➤ Données sur le suivi nutritionnel des ONG (examen régulier de la circonférence du milieu du bras). 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les ONG ont les ressources requises pour mener à bien ces activités.





CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0			
Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<p><u>Résultat:</u> Amélioration de l'état sanitaire/nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes ciblés.</p>	<ul style="list-style-type: none">➤ Les enfants ciblés consomment les produits alimentaires dans leur famille.➤ Achèvement réussi du programme dans les délais souhaités.➤ Taux de rechute.➤ Sensibilisation accrue à l'existence du programme.	<ul style="list-style-type: none">➤ Données de suivi nutritionnel des ONG.➤ Suivi du PAM après distribution.	<ul style="list-style-type: none">➤ Les enfants mal nourris consomment les aliments chez eux.➤ Le programme d'alimentation sélective s'accompagne d'un programme de sensibilisation communautaire pour instruire les mères en matière de soins et d'hygiène.
<p><u>Résultat:</u> Fourniture de la ration convenue à la population ciblée.</p>	<ul style="list-style-type: none">➤ Taille de la ration reçue par les réfugiés par rapport à la ration prévue.➤ Données ventilées par sexe sur le nombre de réfugiés recevant des vivres.➤ Utilisation par les bénéficiaires des produits fournis.	<ul style="list-style-type: none">➤ Rapports mensuels des partenaires d'exécution aux bureaux auxiliaires.➤ Suivi mensuel des programmes d'alimentation sélective.	

CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0			
Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<u>Activités:</u>			
<p>Inscription des bénéficiaires au programme.</p> <p>Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes réfugiés sont admis à bénéficier du programme.</p> <p>Transport des produits jusqu'aux PDF.</p> <p>Transport des produits alimentaires jusqu'aux entrepôts des ONG pour les programmes d'alimentation sélective, en fonction des effectifs de réfugiés et de l'assortiment alimentaire convenu.</p> <p>Distribution finale:</p> <p>Vivres appropriés disponibles pour le programme, distribués conformément aux besoins.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les mises à jour des effectifs de bénéficiaires inscrits au programme doivent être fournies au PAM lorsque les produits sont demandés. ➤ Quantité et qualité des aliments livrés à l'entrepôt de l'ONG. ➤ Pourcentage de pertes à l'entrepôt. ➤ 25 g d'huile végétale, 250 g d'aliments composés, 20 g de sucre pour le programme d'alimentation sélective, 70 g d'huile végétale, 100 g d'aliment composé, 50 g de sucre. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Données collectées par le partenaire d'exécution. ➤ Suivi des distributions effectuées par le PAM, y compris lettres de transport et registres des entrepôts, inspections des produits. ➤ Rapports des bureaux auxiliaires sur les distributions. ➤ Rapports sur le solde des stocks. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Approvisionnement régulier du programme de réfugiés afin de respecter les dates de distribution prévues.
TROISIÈME COMPOSANTE			
<p><u>Objectif:</u></p> <p>Améliorer les taux de scolarisation, régulariser la fréquentation scolaire et accroître la capacité d'apprentissage.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants en âge scolaire dans les camps par rapport au nombre des inscrits, ventilé par sexe et par année. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les données démographiques et scolaires seront fournies par le HCR. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La majorité des enfants réfugiés ne prennent pas de petit-déjeuner ou ne sont pas suffisamment nourris le matin avant de partir à l'école.





CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0			
Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<p><u>Résultat:</u> Un nombre accru d'enfants en âge scolaire fréquentent l'école; régularité de la fréquentation.</p>	<ul style="list-style-type: none">➤ Taux d'inscription par année scolaire.➤ Définition de la fréquentation régulière et tenue des registres par année scolaire.➤ Taux d'inscription et de fréquentation scolaire, ventilés par sexe.	<ul style="list-style-type: none">➤ Les ONG aident les écoles à tenir des registres appropriés.➤ Des rapports mensuels sont fournis au PAM par l'ONG.➤ Le PAM suit régulièrement le programme d'alimentation scolaire.	<ul style="list-style-type: none">➤ Une nourriture supplémentaire encouragera les enfants à fréquenter l'école régulièrement, en particulier les filles.
<p><u>Résultat:</u> Une collation à forte teneur énergétique est distribuée quotidiennement en milieu de matinée.</p>	<ul style="list-style-type: none">➤ Taille de la ration reçue par les réfugiés par rapport à la ration prévue.➤ Données ventilées par sexe sur le nombre de réfugiés recevant des vivres.	<ul style="list-style-type: none">➤ Rapports des ONG partenaires aux bureaux auxiliaires.➤ Suivi mensuel du programme d'alimentation scolaire par le PAM.	<ul style="list-style-type: none">➤ Les articles non alimentaires seront fournis par les partenaires afin de permettre l'exécution du programme.

CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0			
Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<u>Activités:</u>			
<p>Fréquentation de l'école par les enfants:</p> <p>La mise à jour du nombre d'enfants fréquentant l'école doit être fournie au PAM.</p> <p>Distribution des vivres:</p> <p>Une bouillie d'aliment composé est préparée à l'école et servie aux enfants tous les matins.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les mises à jour des listes de bénéficiaires inscrits au programme seront fournies au PAM par le partenaire d'exécution lors de la demande de vivres. ➤ 70 g d'aliment composé et 5 g de sel disponibles par élève par jour d'école. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les données sont collectées par le partenaire d'exécution. ➤ Rapports des bureaux auxiliaires sur les distributions. ➤ Rapport du PAM sur les stocks. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Approvisionnement régulier du programme en faveur des réfugiés afin de respecter les dates de distribution prévues.
QUATRIÈME COMPOSANTE			
<p><u>Objectif:</u></p> <p>Améliorer la sécurité alimentaire des communautés avoisinant les camps.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de ménages recensés comme étant extrêmement vulnérables dans les enquêtes économiques de référence. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapport du PNUD sur le développement national pour le Kenya. ➤ Rapports des ONG. ➤ Rapports du gouvernement. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les communautés bénéficieront des activités VCA qui apporteront les vivres et créeront des actifs dont bénéficiera la communauté.
<p><u>Résultat:</u></p> <p>Les ménages vivant dans l'insécurité alimentaire ont un meilleur accès à la nourriture et leur sécurité alimentaire à terme s'améliore du fait de la création d'actifs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Amélioration de l'approvisionnement alimentaire au niveau des ménages. ➤ Accès des femmes au programme VCA. ➤ La communauté, en particulier les femmes, bénéficie des actifs créés. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi après distribution à l'échelle des ménages. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les ménages les plus vulnérables seront ciblés. ➤ 150 jours de nourriture ne suffisent pas à améliorer l'approvisionnement alimentaire à l'échelle des ménages.





CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0			
Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation de la communauté et ciblage des bénéficiaires. ➤ Participation de la communauté au choix des actifs à créer. 		
<p>Résultat: Livraison de 3,5 kilogrammes de produits alimentaires par personne par journée de travail.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taille de la ration reçue par les réfugiés par rapport à la ration prévue. ➤ Nombre de bénéficiaires directs, ventilé par sexe. ➤ Nombre et type d'actifs créés par rapport à ce qui avait été proposé. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapport des partenaires d'exécution aux bureaux auxiliaires. ➤ Suivi de la distribution. 	
<p>Activités:</p>			
<p>Critères: Élaborer les critères pour les interventions VCA.</p> <p>Déterminer les besoins de la communauté: Sélectionner les actifs à créer dont bénéficiera la communauté.</p> <p>Partenaires: Trouver les partenaires pour exécuter les projets.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Critères élaborés. ➤ Les besoins prioritaires seront déterminés avec la communauté. ➤ La liste des partenaires, par zone, est prête. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Directives disponibles. ➤ Doit être documenté. ➤ Les documents de projet sont reçus et le mémorandum d'accord préparé. 	

CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10258.0

Structure du cadre logique	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses et risques
<p>Bénéficiaires: Sélectionner les bénéficiaires par le biais d'un ciblage sur un mode communautaire.</p> <p>Exécution: Exécuter et surveiller les activités VCA.</p> <p>Distribution des vivres: Distribution de vivres par le biais d'activités VCA dans la communauté d'accueil.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La communauté recense les personnes dont l'insécurité est la plus forte dans leur zone. ➤ La création des actifs commence. ➤ Les vivres sont distribués dans les quantités et la composition convenues: 2,5 kg de maïs, 500 g de légumineuses et 500 g d'huile végétale par travailleur par journée de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La liste des bénéficiaires est préparée. ➤ Rapports du partenaire d'exécution aux bureaux auxiliaires. ➤ Rapports du partenaire d'exécution aux bureaux auxiliaires. ➤ Rapport du PAM sur les stocks. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Approvisionnement régulier du programme en faveur des réfugiés afin de respecter les distributions prévues.



ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier
FLM	Fédération luthérienne mondiale
GTZ	Office allemand de la coopération technique
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MSF	Médecins sans frontières
ONG	Organisation non gouvernementale
PDF	Point de distribution finale
PLA	Point de livraison avancé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SCF	<i>Save the Children Fund</i>
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
VCA	Vivres pour la création d'actifs